



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/391
23 septembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 114 de l'ordre du jour provisoire*

**RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES,
QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES
DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES**

Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale

Rapport du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 47/103 du 16 décembre 1992 sur la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, au Programme des Nations Unies pour le développement et à tous les autres organismes des Nations Unies de continuer à fournir un appui en participant à la planification, à l'exécution, à l'évaluation et au suivi des programmes résultant du processus de la Conférence et elle a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport sur les mesures prises en ce sens. Le rapport ci-après est présenté en réponse à cette demande.

II. SITUATION DES PERSONNES DERACINEES D'AMERIQUE CENTRALE

2. Le Plan d'action concerté en faveur des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées d'Amérique centrale adopté par la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale (CIREFCA) tenue à Guatemala du 29 au 31 mai 1989 (voir A/44/527, annexe) en est maintenant à sa cinquième et dernière année. La période qui a suivi l'adoption par l'Assemblée de sa résolution 47/103 a été marquée par l'intensification des efforts du HCR pour renforcer les résultats déjà obtenus et, éventuellement, trouver pour les personnes déracinées d'Amérique centrale des solutions durables, soit par l'intégration sur place dans les pays d'asile, soit par le rapatriement librement consenti. A la suite des progrès réalisés grâce aux accords de paix en Amérique centrale et engagé à la CIREFCA, on estime que, depuis le milieu de 1987, près de 100 000 personnes ont été rapatriées ou sont retournées dans leur région d'origine en El Salvador, au Nicaragua et au Guatemala. Le nombre de réfugiés d'Amérique centrale qui

* A/48/150 et Corr.1.

reçoivent une assistance internationale, dont le total atteignait 150 000 en mai 1989, a diminué depuis d'environ 50 %. Il est encore difficile d'obtenir des données fiables sur le nombre de personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays d'origine mais il apparaît cependant que ces deux groupes constituent toujours la majorité des éléments auxquels s'adresse la CIREFCA, dont l'une des grandes priorités consiste donc à protéger et à assister ces populations. On se rappellera qu'en mai 1989, ces groupes représentaient plus de 80 % des populations d'Amérique centrale déracinées par les conflits régionaux, qui étaient alors estimés à deux millions de personnes.

3. A la suite de l'accord signé le 8 octobre 1992 entre le Gouvernement guatémaltèque et la Commission permanente de réfugiés guatémaltèques au Mexique, le premier mouvement organisé de rapatriement collectif de ces réfugiés a eu lieu en janvier 1993, où 2 400 personnes sont retournées au Guatemala. Ces retours ont constitué un résultat important des efforts visant à trouver une solution durable au principal problème de réfugiés qui subsiste en Amérique centrale. On prévoit que d'autres groupes de réfugiés parmi les 50 000 guatémaltèques qui sont encore au Mexique finiront par retourner dans leur pays, dont environ 7 700 en 1993. Le programme de rapatriement et de réintégration lancé par le HCR en avril 1993 (11,6 millions de dollars) permet de mettre en oeuvre des projets à impact rapide dans plusieurs communautés au Guatemala afin de répondre aux besoins essentiels et urgents et de faciliter la relance sociale et économique. Les projets de la CIREFCA continueront d'aider les réfugiés guatémaltèques qui ne désirent pas retourner dans leur pays à s'intégrer au Mexique.

4. En ce qui concerne les réfugiés nicaraguayens et salvadoriens, les principaux mouvements de rapatriement qui ont eu lieu dans la première phase de la CIREFCA sont maintenant achevés. Au premier trimestre de 1993, le HCR a aidé dans le cadre de la CIREFCA des réfugiés à s'intégrer dans les pays d'asile (Belize et Costa Rica) ou à se réintégrer dans leur pays d'origine (El Salvador et Nicaragua). La plus vaste de ces opérations, un projet à impact rapide de 12 millions de dollars au Nicaragua, s'est achevée en juin 1993 et a bénéficié directement à 70 000 personnes – rapatriés, combattants démobilisés et populations locales. Depuis que le programme a été lancé, à la fin de 1991, 350 micro-projets portant sur des services de base et des activités productrices ont été mis en réalisés.

III. ROLE DE LA CIREFCA DANS LE RETABLISSEMENT DE LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT DANS LA REGION

5. Par ses activités bénéficiant aux populations déracinées, la CIREFCA a aussi continué de contribuer aux efforts régionaux de paix lancés à Esquipulas en 1987 (A/42/521-S/19095, annexe) et elle s'est assuré un solide appui politique et financier suivi de la part de la communauté internationale. La Conclusion adoptée à la quarante-troisième session du Comité exécutif du programme du Haut Commissariat en octobre 1992 [A/AC.96/804, par. 28 e)]. Le Comité exécutif a instamment approuvé les efforts que font les pays d'Amérique centrale, du Belize et du Mexique en faveur des populations déracinées, en particulier en encourageant le respect du principe de protection et des droits fondamentaux de l'homme et en intégrant ces populations dans le cadre des projets de développement nationaux. Le Comité a aussi approuvé les nouvelles dispositions interinstitutionnelles proposées par le HCR et le PNUD concernant

le soutien technique et le suivi de la CIREFCA et prévoyant que le PNUD assumerait, à partir du milieu de 1993 et jusqu'à la fin du Plan d'action concerté, un "rôle moteur" pour renforcer les processus d'intégration et de réintégration. Toujours à la quarante-troisième session du Comité exécutif, le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés a souligné que le HCR continuerait ses opérations en Amérique centrale pendant toute la durée du Plan d'action concerté, et au-delà, conformément à sa mission.

6. D'autres marques de soutien à la CIREFCA ont été exprimées à la neuvième Conférence interministérielle qui a réuni les représentants des Etats de la Communauté européenne et ceux des pays d'Amérique centrale ("Neuvième Sommet de San José") à San Salvador les 22 et 23 février 1993. Dans leur communiqué politique et économique final, les ministres ont demandé des ressources accrues pour les programmes restant à mener à bien à l'intention des réfugiés de la région, ainsi que pour des programmes de développement durable conçus au profit des rapatriés et des personnes déplacées, conformément aux priorités définies en 1989 par les sept pays qui avaient convoqué la CIREFCA.

IV. SUITE DONNEE AU PLAN D'ACTION CONCERTÉ

7. L'appui renouvelé de la communauté internationale aux objectifs et aux principes de la CIREFCA, manifesté à la deuxième réunion internationale du Comité de suivi de la CIREFCA, tenue à San Salvador en avril 1992 (CIREFCA/CS/92/11), s'est traduit aussi par la poursuite de la coopération, aux niveaux international, régional et national, entre les pays qui avaient réuni la Conférence et la communauté des donateurs, les organisations non gouvernementales (ONG) et le système des Nations Unies. Un certain nombre d'importantes activités de suivi ont été entreprises depuis la quarante-septième session de l'Assemblée générale.

A. Comité de suivi de la CIREFCA

8. Le Comité de suivi de la CIREFCA, composé des sept pays qui avaient réuni la Conférence (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique et Nicaragua), a continué de se réunir à intervalles réguliers. Il a été présidé par le Nicaragua jusqu'en octobre 1992 puis par El Salvador. Comme convenu par les sept Etats, le Mexique présidera le Comité à partir d'août 1993, jusqu'à la conclusion du processus en mai 1994. Au cours des réunions, les débats ont porté, entre autres sujets, sur l'état du financement des projets et le rôle des ONG et sur la stratégie du développement humain et les moyens à employer pour concrétiser cette notion que le PNUD voudrait voir adopter dans la transition vers le développement qui est déjà en cours dans certains pays de la région.

B. Participation d'organisations non gouvernementales à la CIREFCA

9. Les ONG ont continué à jouer un rôle important à la fois dans l'exécution des projets et dans la défense des personnes déracinées en Amérique centrale. Les activités récentes, toutes réalisées par l'intermédiaire des groupes d'appui à la CIREFCA dans les différents pays, ont porté surtout sur l'intégration ou la réintégration des quatre groupes cibles de la CIREFCA : réfugiés, rapatriés, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, personnes déplacées à l'extérieur. Les ONG et le PNUD ont vu leurs relations renforcées à la suite du séminaire qu'ils ont tenu à Managua en mars 1993, avec la participation de

quelque 80 représentants d'organisations comme l'Association régionale pour la question des migrations forcées (ARMIF), le Conseil international des agences bénévoles (CIAV) et d'autres ONG qui oeuvrent avec les populations déracinées. D'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies étaient représentés, notamment le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et le Programme alimentaire mondial (PAM). La coopération entre le PNUD et les ONG sera encore renforcée par l'organisation de réunions analogues au niveau national.

C. Appui du système des Nations Unies

10. Le HCR et le PNUD ont poursuivi, dans le cadre de l'Equipe spéciale mixte sur les populations déracinées, créée dans le système des Nations Unies pour suivre le processus de la CIREFCA, leurs réunions et leurs consultations avec le Secrétariat de l'ONU afin de coordonner leurs politiques dans le contexte de l'appui que le Secrétaire général continue de fournir au processus de paix en Amérique centrale et du Programme spécial de coopération pour cette région. L'Equipe spéciale a tenu à la mi-avril 1993 une réunion de haut niveau afin, à la fois, d'analyser les progrès du processus de paix et de mettre au point les arrangements nécessaires pour transférer au PNUD à compter du 1er juillet 1993 le "rôle moteur" jusqu'alors joué par le HCR.

11. Dans le cadre de ces arrangements, un expert de haut niveau du PNUD a été chargé de diriger l'Unité d'appui conjointe de la CIREFCA, basée à San José (Costa Rica). Le HCR continuera, comme l'avait expressément demandé le Comité exécutif à sa quarante-troisième session, en octobre 1992, à jouer un rôle actif en fournissant un appui technique à la CIREFCA et en assurant des activités de suivi jusqu'à la conclusion du processus. En conséquence, les contributions financières du HCR et du PNUD à l'Unité d'appui conjointe demeurent à peu près égales.

12. L'Unité d'appui conjointe continue d'entretenir des rapports étroits avec tous les participants à la CIREFCA. Elle reste en relation avec les gouvernements des sept pays qui ont réuni la conférence, afin de fournir un appui technique pour les projets d'organisation des diverses activités, y compris les sessions du Comité de suivi et des groupes d'appui nationaux. Elle a aussi avec les donateurs et les ONG aux niveaux local et régional des contacts réguliers en ce qui concerne les activités de la CIREFCA et l'évolution des besoins et des priorités en matière de financement. Dans cette phase de consolidation finale, l'accent est fortement mis sur des activités de formation utiles à tous les participants au processus. Le HCR a financé en 1993 deux ateliers sur la méthodologie et la réalisation des projets à impact rapide reposant sur l'expérience acquise au Nicaragua.

13. Les activités en faveur des femmes ont pris beaucoup d'importance depuis le premier forum régional sur la différenciation de l'action en faveur des femmes réfugiées, rapatriées et déplacées d'Amérique centrale, qui s'est tenu en février 1992, et elles constituent maintenant l'un des principaux aspects des activités de la CIREFCA. Pour renforcer ce mouvement, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a mis à la disposition de l'Unité d'appui conjointe en février 1993 les services d'un consultant, dont l'une des tâches consiste à définir une méthodologie qui permette de tenir dûment compte des questions intéressant particulièrement les femmes lors de la conception, de

l'exécution et du suivi des nouveaux projets et à élaborer un plan de formation des agents appelés à travailler avec les femmes déracinées. Tous les programmes du HCR en Amérique centrale ont été revus dans cet esprit afin de garantir une pleine participation des femmes.

D. Mobilisation de ressources pour les projets
à réaliser dans le cadre de la CIREFCA

14. Depuis le début du processus de la CIREFCA en 1989, on a recensé en tout, dans les sept pays, 153 projets, pour lesquels un financement extérieur de 335,7 millions de dollars est nécessaire. Ces chiffres correspondent aux projets présentés par le Comité de suivi à la communauté internationale lors de ses réunions tenues à New York (juin 1990) et San Salvador (avril 1992) et aux projets et initiatives financés par les donateurs. Un montant total de 121,9 millions de dollars a été engagé pour le Programme de développement en faveur des personnes déplacées, des réfugiés et des rapatriés (PRODERE), qui compte six projets nationaux et trois sous-programmes régionaux. La situation globale en matière de financement des projets de la CIREFCA (non compris le PRODERE) pour la période de mai 1989 à janvier 1993 se présente de la façon suivante : 240,1 millions de dollars ont été mobilisés, ce qui laisse un déficit de 95 millions de dollars (28,5 % des besoins). On estime que l'emploi des fonds versés pour la CIREFCA a été assuré pour 38 % par les ONG, 32 % par les gouvernements de la région, 24 % par le HCR, le reste étant utilisé par d'autres voies.

15. En raison de l'évolution de la situation des populations déracinées dans la région depuis quelques mois, on revoit actuellement l'ensemble des projets de la CIREFCA afin de présenter aux donateurs un exposé à jour des besoins, classés par ordre de priorité. Ces activités conduisent à estimer actuellement à 40 millions de dollars le budget dont a besoin le HCR (montant révisé de 1993 et montant préliminaire pour 1994). Dans le même temps, le PNUD s'efforce de sensibiliser les institutions multilatérales de développement pour qu'elles comprennent la nécessité de prendre en compte les populations auxquelles s'adresse la CIREFCA dans les plans de développement à long terme.

E. Progrès concernant les questions liées à la protection

16. Conformément aux principes et objectifs énoncés dans le Plan d'action de la CIREFCA, les sept pays de la Conférence ont continué de suivre des politiques nationales visant à améliorer la protection internationale et le statut juridique des réfugiés et des personnes déplacées. Les gouvernements des pays d'asile ont adopté des dispositions de loi favorisant l'intégration locale. C'est ainsi qu'au Costa Rica, un décret de novembre 1992 permet la pleine intégration d'environ 30 000 réfugiés d'Amérique centrale en leur donnant la possibilité de choisir le statut de résident. Le Mexique a amendé sa loi de juillet 1992 relative à la population générale pour y inclure la définition de "réfugié" en s'inspirant de la définition élargie contenue dans la Déclaration de Cartagena de 1984, et une procédure normalisée d'établissement du statut de réfugié a été adoptée en 1992. Au Belize, avec l'appui du HCR, le Gouvernement a lancé à la fin de 1992 une campagne de sensibilisation pour faire comprendre à la population les avantages qu'elle retire de la présence de réfugiés dans le pays.

17. Les pays d'origine ont aussi progressé dans le domaine de la protection. En El Salvador, un travail documentaire est étroitement associé aux programmes de réintégration. Il a été conçu en deux phases : il s'agit d'abord de reconstituer les registres municipaux détruits pendant la guerre, puis de délivrer des pièces d'identité à un nombre de personnes évalué actuellement à quelque 500 000. Ce travail est d'une importance cruciale car il permettra aux bénéficiaires de s'inscrire sur les listes électorales en vue de la consultation de mars 1994. Dans le cas du Guatemala, le retour collectif d'environ 2 400 personnes qui s'étaient réfugiées au Mexique a été précédé par une série d'accords entre le Gouvernement guatémaltèque, le HCR et les représentants des réfugiés; ces accords ont affirmé les principes fondamentaux devant présider au rapatriement librement consenti, notamment celui de la surveillance de la sécurité des rapatriés par le HCR.

18. Comme cela leur a été expressément demandé dans la Déclaration de la deuxième réunion internationale du Comité de suivi de la CIREFCA, tenue à San Salvador en avril 1992 (CIREFCA/CS/92/11), le HCR et le PNUD mettent à jour le document juridique de la CIREFCA intitulé "Principes et critères de protection et d'assistance aux Centraméricains réfugiés, rapatriés ou déplacés en Amérique latine". Il est nécessaire pour cela d'analyser les progrès accomplis dans l'adoption ou l'application de lois ou de mesures administratives assurant la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés, le rapatriement librement consenti, l'intégration sur place, ainsi que le traitement et la protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des réfugiés non reconnus comme tels. Tout au long de cette entreprise, on consultera les gouvernements des pays qui ont convoqué la Conférence et les autres parties concernées.
